

Amar Mohand-Amer (historien, chercheur au CRASC, Oran)

- 1962 dans l'historiographie nationale : usages et enjeux

Samir Toumi (écrivain)

- La transmission générationnelle en Algérie : trajectoire du roman *L'Effacement*

11h-11h15 : pause-café

11h15 – 13h

Débat

13-14h : pause déjeuné

Table ronde "Lieux et dispositifs de transmission" 14h-18h

Cette seconde table ronde sera l'occasion d'aborder la relation, dans la France post-algérienne, au traitement pédagogique et muséographique de ces héritages.

Discutante : Naïma Huber-Yahi, directrice de l'association Pangée Network

14h-16h

Proposition

Delphine Campagnolle (directrice du Musée National de l'Éducation – Rouen)

- L'école en Algérie, l'Algérie à l'École, une exposition polyphonique : le « sens » d'une exposition et la narration patrimoniale

Samia Chabani (directrice de l'association Ancrages)

- L'exemple du centre de détention d'Arenc : valorisation d'archives et balades sonores

Jean-Jacques Jordi (historien et directeur territorial -administrateur des Musées à la Mairie de Marseille)

- Les tentatives de transmission historique et non mémorielle

Abderahmen Moumen (historien, chargé de mission « mémoire » de la guerre d'Algérie à l'ONACVG, chercheur associé au CRHiSM)

- L'ONACVG et les mémoires de la guerre d'Algérie

Michel Wilson (président de l'association Coup de Soleil en Auvergne-Rhône Alpes)

- L'association Coup de soleil en Auvergne-Rhône Alpes et les mémoires de la guerre d'Algérie

16h-16h15 : pause-café

16h15-18h

Débat et conclusion

Mucem

Atelier pluridisciplinaire

1962 aujourd'hui : performances mémorielles et défis patrimoniaux

19 juin 2017, de 9h à 18h

i2mp



La liberté guidant le peuple et Partir © Christine Peyret

1962 aujourd'hui : performances mémorielles et défis patrimoniaux

1962 est l'année de la proclamation de l'indépendance algérienne. En France, 1962 renvoie à la fin de l'Algérie française et à l'émergence de nouvelles expressions identitaires et mémorielles. Des deux côtés de la Méditerranée, ce moment matriciel, qui ne porte pas le même nom, n'a pas fait l'objet d'un même traitement historique et mémoriel. Il incarne, toutefois, un des principaux lieux de l'engouement mémoriel contemporain où s'inscrit le rapport présentiste à un héritage historique dont l'écriture n'a pas su ou n'a pas encore pu trouver une expression apaisée et dépassionnée. Pendant quatre décennies, la gestion politique du passé a été inverse : passé sacralisé en Algérie par une « hypermnésie officielle » (Liauzu, 2004) jamais lasse de commémorations, passé enseveli en France par une aphasie établie empêchant même de nommer la guerre (Stoler, 2010) ; acte fondateur de la nation sur une rive, « drame périphérique » (Stora, 2005) resté sans nom jusqu'à la fin des années '90 sur l'autre. La société et ses différentes composantes – groupes et individus – ont été tributaires, aussi bien en France qu'en Algérie, de ce climat saturé par excès ou par défaut. Or, l'élaboration de la rupture géographique, politique et idéologique, engagée par la fin de la période coloniale, s'est traduite dans l'hexagone par un deuil problématique, imposé par le silence et la non-reconnaissance des nouvelles configurations identitaires que la rupture même avait produites (les immigrés, les harkis, les pieds-noirs) sans les légitimer (Baussant, 2006 ; Savarèse, 2007, Fabbiano, 2016). Ainsi la guerre de l'indépendance algérienne s'est constituée en véritable syndrome (Lindenberg, 1994), alimenté par la pluralité passionnelle des discours, des revendications et des blessures des différents « groupes porteurs d'une mémoire algérienne qui ne se mélange pas » (Stora, 1998 ; Manceron, Remaoun, 1993). Il en résulte que la fracture intervenue en 1962 est, souvent, présentée comme l'illustration paradigmatique des « guerres de mémoires » contemporaines. En s'appuyant sur le travail pionnier de Benjamin Stora, D. Lindenberg qualifie le syndrome algérien de « hapax dans la longue séquelle de nos luttes pour la maîtrise du passé ». L'évocation des mémoires algériennes semble ne pouvoir se faire que sous le signe de la rivalité, dont même les petits-enfants seraient à la fois les héritiers et les acteurs.

Dans ce contexte paradoxal de déni socio-politique et de co-présence d'expressions mémorielles morcelées, voire parfois concurrentielles, à la transmission intergénérationnelle problématique, s'inscrivent les difficultés de réalisation d'un musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, dont le projet à Montpellier a définitivement été abandonné en 2014. La collection, marquée elle-même d'une histoire complexe, construite au fil des orientations qui ont conditionné la collecte, reste inachevée ; il y manque notamment les dépôts consentis par les institutions nationales qui conservent des objets liés à cette histoire, ainsi que les archives filmiques qui devaient être cédées notamment pour la partie la plus contemporaine. Par ailleurs elle porte en creux la dissymétrie du rapport des forces en système colonial développé par la France en Algérie qui, s'il se distingue des autres par sa longévité et ses différents moments, n'en demeure pas moins marqué par la rupture d'égalité de traitement entre les habitants d'un même territoire appartenant à la République française.

En raison du dépôt de la collection au Mucem, un cycle de conférences autour de thématiques inspirées par les objets est organisé à partir du mois d'avril 2017, souhaitant entre autres aborder sur un temps long les questions inhérentes aux enjeux et défis que pose la patrimonialisation de cette histoire. En d'autres termes, si l'histoire, pourtant commune, reste brûlante et attaquée, en dépit de ses garanties académiques et universitaires, si les mémoires restent douloureuses et éclatées, aux prises avec des enjeux de pouvoir associatif et politique, faut-il laisser le patrimoine produit par elles en réserve, et du coup abandonner l'idée de le faire connaître aux populations qui y sont attachées et de manière plus générale au grand public ? L'objet ou les objets, s'ils sont assortis des circonstances de leur collecte, ne doivent-ils pas d'une façon ou d'une autre demeurer visibles pour pouvoir être exposés et étudiés ?

A l'occasion de la dernière rencontre, qui aura lieu le 19 juin et portera sur le thème « 1962 aujourd'hui : performances mémorielles et défis patrimoniaux », nous souhaitons approfondir la question de la transmission d'un passé éclaté, dont les mémoires plus de cinquante ans après restent saturées. L'objectif du workshop est de créer un dialogue entre acteurs d'horizons différents (chercheurs universitaires, praticiens, militants, enseignants, conservateurs, artistes) pour réfléchir conjointement à la possibilité d'exposer 1962 et, par-là, de contribuer à sa narration patrimoniale sinon de manière consensuelle, du moins partagée.

Table ronde "Héritages en perspective"

9h-13h

Au cours de cette première table ronde seront discutés les héritages mémoriels pluriels ainsi que leurs usages ou mésusages.

Discutante : Marie Chominot, historienne et commissaire d'expositions

9h

Mots d'accueil par Giulia Fabbiano (Mucem-Idemec), Marie Chominot (historienne, commissaire d'exposition) et Naïma Huber-Yahi (directrice de l'association Pangée Network)

Lecture : *L'Effacement* par Samir Toumi (auteur)

9h30 – 11h

Propositions

Sylvie Durmelat (Associate Professor en études françaises et francophones)
- Le couscous : lieu de mémoire postcolonial ?

Djemaa Maazouzi (docteure en littératures et enseignante-chercheuse)
- L'approche d'objets culturels traversés par une « scénographie mémorielle »

Elisabeth Leuvrey (cinéaste et réalisatrice)
- Présentation et extrait d'*AT(h)OME* : héritages des essais nucléaires français en Algérie en perspective